

Intervention du président Donald Tusk à l'issue de la première session de travail du Conseil européen

Comme vous le savez, il n'y a pas encore d'accord entre la Grèce et les institutions et, par conséquent, pas d'accord non plus au sein de l'Eurogroupe. J'ai donc demandé au président de l'Eurogroupe d'informer les dirigeants de l'avancement des négociations avec la Grèce. Les dirigeants ont eu un long échange de vues. Ils ont pleinement conscience de la situation et de ses conséquences potentielles. Nous réitérons notre soutien aux institutions et au processus de négociation qui est en cours. Les dirigeants sont convenus qu'il n'était pas nécessaire d'organiser un nouveau sommet de la zone euro, ni demain ni pendant le week-end. Ils comptent que l'Eurogroupe mènera le processus à bonne fin lors de sa réunion de samedi.

Aujourd'hui, nous avons longuement discuté des migrations. Dans notre quête d'un nouveau consensus européen sur les migrations, les décisions prises ce jour sur la politique en matière de retour constituent un premier pas. Les migrants qui ne remplissent pas les conditions pour entrer dans l'UE doivent être renvoyés chez eux.

Le Premier ministre espagnol, M. Rajoy, nous a fait part de l'expérience de son pays en la matière. Dans le passé, l'Espagne a été confrontée à une importante vague d'immigration clandestine aux îles Canaries et elle est parvenue à l'endiguer. L'Europe tire les leçons de ce type d'expérience.

Aujourd'hui, les dirigeants sont convenus d'accélérer les négociations d'accords de réadmission avec les pays tiers et de mettre intégralement en œuvre les règles de l'UE relatives au retour. Nous avons aussi décidé d'utiliser nos accords en matière de commerce et de développement sur la base du principe "donner plus pour recevoir plus". Enfin, Frontex verra ses pouvoirs renforcés afin d'aider les migrants en situation irrégulière à rentrer dans leur pays. La Commission a été chargée de la mise en œuvre.

Nous devons aussi faire preuve de solidarité avec les pays situés en première ligne. Les dirigeants sont convenus que 40 000 personnes ayant besoin d'une protection internationale feront l'objet d'une relocalisation depuis la Grèce et l'Italie vers d'autres États membres au cours des deux prochaines années. Les ministres de l'intérieur mettront le système au point d'ici la fin juillet. 20 000 autres personnes feront l'objet d'une réinstallation, soit, au total, 60 000 personnes ayant besoin d'une protection.

Je suis convaincu qu'il n'y aura pas de solidarité en matière de relocalisation tant que les migrants ne seront pas dûment enregistrés. L'UE peut apporter un soutien logistique et financier. Le respect de nos règles ne souffre aucune exception. Si chacun ne respecte pas les règles, Schengen sera en danger.

La crise actuelle ne concerne pas que l'Italie et la Grèce. Depuis le début de l'année, un tiers des demandeurs d'asile ont été enregistrés en Hongrie, soit plus qu'en Italie. Notre approche doit avoir une vaste portée géographique.

Enfin, le Premier ministre du Royaume-Uni a exposé ses projets pour le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. Les pourparlers de renégociation peuvent désormais commencer. Il s'agit de la première étape d'un long processus qui se terminera aussi devant le Conseil européen. Comme je l'ai déclaré plus tôt dans la journée, une chose doit être claire dès maintenant: les valeurs fondamentales de l'Union européenne ne sont pas à vendre et ne sont donc pas négociables. Nous devrions tenir compte des préoccupations du Royaume-Uni, mais seulement si nous pouvons le faire de manière sûre pour l'ensemble de l'Europe. Nous reviendrons sur cette question en décembre.